



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 144 - 24 septembre 1985

Prix : 2 Frs

## Afrique du Sud

SOM-  
MAIRE  
VOIR  
AU  
VERSO



FACE A LA COLERE DES MASSES,  
LES CAPITALISTES  
ONT PEUR POUR LEURS INTERETS

# éditorial

## SOMMAIRE

### AFRIQUE DU SUD : FACE A LA COLERE DES MASSES, LES CAPITALISTES ONT PEUR POUR LEURS INTERETS

Page 2/3

- Editorial

Page 4

- SENEGAL : une manifestation contre l'apartheid interdite

Page 5

- SENEGAL : "opération maîtres" : un petit cadeau pour les petits bourgeois

Page 6

- COTE D'IVOIRE : violence contre des ressortissants ghanéens

Page 7

- SAHEL : le retour de la pluie ne résoud pas tout

Page 8

- IMMIGRATION : le régime malien à la recherche de soutien  
- Expulsion des immigrants de la Libye : les galonnés de Tripoli emboîtent le pas de leurs compères de Lagos

Page 9

- AFFAIRE GREENPEACE : un crime légal

\*\*\* \*\*

## A B O N N E M E N T S

France : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER

pour le PAT

B P 42

92114 CLICHY -CEDEX

Malgré la répression sauvage, malgré les morts et les emprisonnements massifs qui ont lieu presque quotidiennement, la police de Botha n'arrive pas à mot de l'explosion de colère des Noirs, qui dure maintenant depuis plusieurs mois. Les manifestants, loin de se calmer, semblent au contraire durcir la lutte en augmentant leur pression et en élargissant leurs mouvements vers de nouvelles villes.

Même si le régime refuse jusqu'à présent de céder d'un pouce aux revendications des populations noires, on peut constater que leur colère n'a pas laissé indifférents les partisans impérialistes du régime raciste. Même l'impérialisme américain, le plus grand soutien de l'apartheid en Occident, pour ne pas paraître trop ouvertement complice de la répression en Afrique du Sud, s'est senti obligé de prendre quelques mesures fussent-elles purement démagogiques, fussent-elles au niveau de simples discours appelant le régime raciste à la modération dans le massacre.

Le mouvement de contestation et de colère qui s'est radicalisé en Afrique du Sud n'est peut-être pas encore suffisamment organisé et amplifié au point de basculer le rapport des forces dans cette partie du continent africain. Mais la trouille semble gagner les milieux d'affaires sud-africains et internationaux opérant en Afrique du Sud.

Un certain nombre de dirigeants des grandes compagnies capitalistes, telle que l'Anglo-American Corporation (un trust présent dans presque tous les secteurs clefs de l'économie sud-africaine, des mines aux banques) ont décidé, malgré la volonté du gouvernement de Botha, de rencontrer à l'extérieur Olivier Tambo, un dirigeant de l'ANC en exil.

Oui, c'est la peur des masses en colère, la peur des grèves des travailleurs pouvant porter atteinte aux profits des grands capitalistes, qui oblige certains d'entre eux, notamment les plus puissants à "dialoguer" avec les dirigeants nationalistes en outre-passant la volonté des petits blancs accrochés fermement au régime de l'apartheid qui leur procure tant de privilèges du simple fait de la couleur de leur peau.

Le grand capital lui, peut se passer de la ségrégation raciale si ses intérêts l'exigent. Il peut s'accommoder avec un autre type de régime politique, à l'instar de ceux d'autres pays africains. Mais l'apartheid lui, ne peut pas se passer du grand capital.

Et ce "dialogue" entre les magnats sud-africains et la direction de l'ANC, l'organisation nationaliste la plus hostile à l'apartheid, montre qu'au fond le camp des nationalistes n'est pas à l'opposé du grand capital.

... / ...

L'expérience du Zimbabwe voisin illustre bien qu'un gouvernement dirigé par les nationalistes ne dérange pas du tout le grand capital. Par certains côtés, il peut même lui être salutaire dans la mesure où les nationalistes sont capables de faire apaiser les tensions sociales.

Enfin de compte ceux qui se font tromper dans cette affaire ce sont les travailleurs et les pauvres en général. Car si c'est grâce à leur lutte, à leur révolte, que les choses peuvent bouger en Afrique du Sud, ce sont les autres couches sociales (celles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie noires) aspirant à des privilèges jusqu'ici réservés aux Blancs, qui profiteront de la victoire et des sacrifices des exploités.

Si les exploités sud-africains ne veulent pas que demain ce soient des gens comme Houphouët, Mobutu ou Mugabé qui les gouvernent, il est plus qu'indispensable que dès aujourd'hui ils se préparent. Cela veut dire qu'il faut qu'ils s'organisent à part, qu'ils se donnent les moyens d'avoir leurs propres organes de combat, qu'ils se méfient des organisations nationalistes qui, même quand elles sont radicales, même quand elles prétendent agir au nom de toutes les populations noires, ne veulent pas mettre fin à l'exploitation capitaliste.

Si le prolétariat sud-africain n'est pas capable d'offrir sa propre perspective au mouvement anti-apartheid, c'est la bourgeoisie et la petite bourgeoisie noires qui profiteront des fruits de sa lutte.

Alors, peut-être la ségrégation raciale sous sa forme barbare et institutionnalisée disparaîtra mais pas la ségrégation sociale. Car si comme dans les autres pays d'Afrique nous avons le droit officiel d'habiter dans les mêmes quartiers que n'importe quel autre "citoyen", si nous avons le droit de posséder et de circuler "librement", ces droits ne sont que des fictions.

Cela ne nous épargne ni de l'humiliation, ni du mépris, ni de l'oppression des privilégiés. Car la barrière de l'argent est autrement plus forte que celle de la couleur de la peau.



# UNE MANIFESTATION CONTRE SENEGAL : L'APARTHEID INTERDITE

Au mois d'Août dernier, cinq organisations d'opposition (dont le PDS et le LD-MPT) regroupées au sein de l'ADS (Alliance démocratique Sénégalaise) avaient décidé d'appeler à une "marche contre l'apartheid" à Dakar. Cette manifestation était prévue pour le 22 Août, mais elle fut interdite, quelques jours avant la date retenue, sans aucun motif, par le gouverneur de Dakar ( entendez le gouvernement de Diouf )

Le jour de la manifestation, à peine les manifestants ( 50 selon les autorités, quelques milliers selon l'opposition ) commençaient-ils à se regrouper devant la porte de la Médina que les forces de l'ordre se mirent à charger à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes furent arrêtées dont Abdoulaye Wade ainsi que d'autres dirigeants de l'opposition. Certains d'entre eux ont passé quelques jours en prison.

La démocratie à la sauce Diouf a des limites ( même si celui-ci ne râte pas une seule occasion pour se vanter d'être l'un de ceux qui en Afrique acceptent le multipartisme. ). Et ces limites ne vont pas loin car une simple marche le dérange alors que Diouf, depuis son accession à la tête de l'OUA, se veut le champion de la lutte contre l'apartheid.

Au fond, ce qui dérange le gouvernement sénégalais ce n'est pas la marche contre l'apartheid, mais la marche tout court. Il ne veut pas que les gens prennent l'habitude de manifester dans la rue, car il y a tant de raisons de manifester au Sénégal, comme dans les autres pays africains, qu'une simple manifestation contre l'apartheid peut très vite se transformer en une manifestation contre le gouvernement qui mène la vie dure aux travailleurs en bloquant les salaires tout en laissant augmenter les prix des denrées alimentaires de base.

Le geste des partis d'opposition consistant à organiser une "marche" contre l'apartheid n'est certes pas exempt de démagogie. Ils ont choisi ce terrain pour se faire mousser à bon compte, pour montrer aux autres qu'ils sont là, qu'ils existent. Ce n'était nullement une manifestation de contestation de la politique de Diouf. Mais ce dernier n'a pas fait cadeau à cette opposition "sage".

Alors oui, ceux qui sont au pouvoir et qui se disent démocrates tout en maniant la matraque ne sont "démocrates" que tant qu'il n'y a pas de remous au sein de la population. Mais ceux qui dans l'opposition, comme Abdoulaye Wade, crient haut et fort contre les atteintes à la liberté au Sénégal ne sont pas plus démocrates que ceux qui sont au pouvoir, car ils ne veulent rien de plus qu'accéder à la mangeoire gouvernementale.

Ils crient d'autant plus fort contre le loup qu'ils sont incapables de se battre contre lui. Ils proclament d'autant plus fort leurs vœux pieux sur une véritable démocratie au Sénégal qu'ils sont incapables de la réaliser.

# SENEGAL : "OPERATION MAITRISARDS":

## UN PETIT CADEAU POUR LES PETITS BOURGEOIS

Au cours d'un séminaire organisé par le Secrétaire d'Etat à l'Emploi, le gouvernement sénégalais se glorifie d'un bilan positif de l' "Opération maïtrisard" lancée en 1982.

Cette opération consistait, pour l'Etat sénégalais, à ce que des diplômés d'études supérieures, plus particulièrement ceux qui ont une maîtrise en sciences économiques, puissent se lancer dans les affaires au lieu de gonfler le rang des chômeurs. Ainsi, un groupe de financiers, la Sonaga-Sonabanque, leur accordait des prêts pour monter des affaires dans le commerce de gros et de demi-gros. Associés par groupes de plusieurs diplômés, environ trois cents jeunes ont créé des sociétés de transport, de boulangerie, maraîchage, de pêche etc... Le total des sommes accordées sous forme de prêts dépassait les 2,5 milliards de Francs CFA.

A l'heure actuelle, trois ans après, les autorités se gargarisent en déclarant que l' "Opération Maïtrisard" a marché, " l'Etat sénégalais a relevé le défi du chômage " en lançant dans le marché des "capitaines de l'industrie". Selon elles, l'expérience a tellement marché qu'elles vont l'étendre à des jeunes bacheliers, mais pas dans le commerce de gros et de demi-gros, mais plutôt comme des détaillants, petits commerçants... Hiérarchie de diplôme oblige.

Si l'Etat sénégalais voit cette opération comme une victoire, la réalité est tout autre. Pour certains de ces "capitaines d'industrie", les affaires n'ont pas tellement marché, ils se sont déclarés en faillite; pour d'autres, ils réclament des exonérations de taxes douanières, la détaxation sur le carburant. Ils trouvent que le taux d'intérêt est trop élevé.

Si l'Etat sénégalais a l'air de favoriser un certain nombre de jeunes intellectuels, c'est qu'il a peur que des centaines, voire des milliers de jeunes inactifs, sans perspective d'avenir, ne manifestent leurs mécontentements. Il a peur que des jeunes chômeurs intellectuels ne rejoignent le camp des chômeurs sans diplômes, le camp des travailleurs et de paysans pauvres. A ceux-ci, il ne fait pas tant de cadeaux, tant d'al-légeance et tant de facilité. Aux travailleurs des villes avec des salaires misérables, aux chômeurs, aux sans abris, l'Etat de Diouf n'a rien à donner. Au contraire, il est même question de baisser encore plus leur niveau de vie pour satisfaire les banquiers du FMI.

C'est pour cela que les travailleurs et les paysans pauvres n'ont pas d'autre choix que d'abattre cet Etat, ce régime.

-----  
-----  
-----  
-----  
-----

# COTE - D'IVOIRE :

## VIOLENCE CONTRE DES

### RESSORTISSANTS GHANEENS

Pendant deux jours, le dimanche 8 et le lundi 9 septembre, des ressortissants ghanéens ont été agressés dans les quartiers périphériques d'Abidjan. Il y a eu de nombreux blessés ghanéens et plus de 15.000 autres Ghanéens se sont réfugiés à l'ambassade du Ghana et dans les commissariats de police. Enfin, les maisons de plusieurs milliers d'entre eux ont été pillées ou détruites.

A l'origine de ces actes de violence, il y aurait eu de simples rumeurs - pourtant vite démenties par les autorités ivoiriennes - selon lesquelles des supporters ivoiriens auraient été agressés à Kumasi ( au Ghana ) par des Ghanéens à l'issue d'un match Ghana-Côte d'Ivoire du 8 septembre ( match de football comptant pour la coupe d'Afrique des Nations).

Il s'agit donc apparemment des représailles de la part de certains Ivoiriens. Mais ce qui est frappant dans leurs réactions, c'est à la fois la spontanéité et l'ampleur de celles-ci, comme s'il s'agissait pour eux de ne pas laisser passer une occasion attendue depuis longtemps.

Ce n'est pas la première fois qu'il se produit des incidents graves entre Ivoiriens et Ghanéens. En mars 1981, à la suite de la mort en prison de 46 personnes, originaires pour la plupart du Ghana, l'ambassade de Côte d'Ivoire au Ghana avait été saccagée par des manifestants ghanéens en colère. Plus récemment à Diro, en Côte d'Ivoire, il y aurait eu aussi des incidents entre Ghanéens et Ivoiriens.

Face à ce genre d'affrontements entre des communautés, bien sûr les autorités interviennent pour ramener le calme. C'est ainsi par exemple qu'il a eu 150 arrestations parmi ceux des Ivoiriens qui s'attaquaient aux Ghanéens au début de ce mois. Mais nos dirigeants sont quand même en partie responsables. C'est eux qui cultivent le chauvinisme en faisant par exemple d'un simple sport une lutte où se joue sinon le destin du moins l'honneur d'un pays.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des Ivoiriens se sentent humiliés par une équipe ghanéenne qui a régulièrement battu ( sauf la dernière rencontre ) celle de la Côte d'Ivoire. Cependant le chauvinisme des uns et des autres n'est pas la seule explication. En cette période de crise économique, le chômage et la vie chère aggravent les difficultés. Des rancœurs se développent et les gens ont tendance à rendre les "étrangers" responsables de leurs problèmes. Or sur les 9,3 millions d'habitants que compte la Côte d'Ivoire, les ressortissants étrangers forment un quart. Et ceux-ci peuvent être pris pour des boucs émissaires. Il ne faut certainement pas compter sur les dirigeants pour lutter contre cet état d'esprit. Bien au contraire, il arrive même que ce soient eux qui en donnent le ton.

C'est ainsi que pour expliquer en partie les difficultés du pays, les dirigeants ivoiriens s'en sont pris en 1981 aux Mauritaniens et aux Ghanéens. De plus, le quotidien ivoirien "Fraternité-Matin" apporte sa dose de xénophobie en mettant par exemple l'accent, à l'occasion d'un vol ou d'un délit quelconque, sur le fait que l'auteur soit ghanéen ou "étranger".

Le chauvinisme est un des moyens que les dirigeants utilisent pour tromper et diviser les exploités en obcurcissant leur conscience. Pour les travailleurs et les exploités, leur force est dans l'union par-delà les frontières nationales contre tous leurs exploiteurs.

# SAHEL :

## LE RETOUR DE LA PLUIE

## NE RESOUD PAS TOUT

"Presque partout dans les sept pays de cette zone démunée, aride, (Sahel) les cours d'eau ont retrouvé leur niveau normal. Pastourset troupeaux (...) retournent progressivement vers les pâturages du Nord. Si dans certains secteurs du Sahel, les pluies se sont installées tardivement, le constat général est que les précipitations sont cette année nombreuses et régulières. Les récoltes se présentent de manière satisfaisante".

C'est ce qui ressort d'un rapport de l'organisation d'Aide Alimentaire, la FAO. Selon cet organisme les récoltes dans les pays du Sahel touchés par la sécheresse, seraient bonnes si la pluie continue à tomber. Tant mieux si les populations du Sahel durement frappées par la sécheresse depuis plus de dix ans peuvent voir leur sort s'améliorer, si peu soit-il, avec l'arrivée abondante de pluies.

C'est ainsi que pour le Mali, le même rapport de la FAO note : "Perspectives de récolte favorables dans tout le pays, à part certains districts (Mopti, Gao, Tombouctou, Hombori) où tout dépendra des prochaines semaines".

Pour le Sénégal le rapport de la FAO mentionne ceci : "les pluies abondantes d'août, y compris dans les secteurs affectés par la sécheresse, donnent à prévoir de bonnes récoltes de céréales".

Selon des informations officielles publiées par Info-Tchad, il existe également des perspectives de bonnes récoltes au Tchad : "Dans tout le pays, le développement végétatif des plantes se poursuit de manière suffisante. La pluie tombe presque tous les jours. Les paysans devenus commerçants de circonstance ont repris le chemin des champs ... "

Mais l'espoir fondé sur de prochaines bonnes récoltes n'exclut pas certains problèmes cruciaux posés par l'arrivée de ces pluies. D'abord parce que la plupart de paysans hantés par la famine ont consommé leurs réserves de semences. La pluie est bien là, mais ils n'ont plus rien à semer. A cela, il faut ajouter le fait qu'au Sénégal par exemple, les semences ne sont plus distribuées comme auparavant sous forme de produits remboursables après la récolte, mais achetées au comptant. Ensuite, il y a le fait que l'abondance des pluies tardives peut avoir un effet contraire, celui de détruire certaines plantes (mil, sorgho, riz), en inondant les champs, tout comme des précipitations irrégulières peuvent entraîner une récolte insignifiante.

Ce sont là des facteurs purement climatiques. Mais, tout dépend en dernier ressort de la politique économique de nos dictateurs. Comme on le sait, ces dictateurs sont installés au pouvoir pour sauvegarder les intérêts de l'im-périalisme. Comme toujours, ils encouragent les cultures industrielles (coton, arachide) au détriment des cultures vivrières.

La conséquence de cette politique est une insuffisance alimentaire permanente. Et la sécheresse n'a fait que l'aggraver.

## IMMIGRATION : LE REGIME MALIEN A LA RECHERCHE DE SOUTIEN

L'Union Nationale des Jeunes du Mali ( UNJM ), section de France, a tenu le 12 septembre au foyer Bellièvre une réunion à laquelle ont participé plusieurs représentants des comités récemment créés dans certains foyers. Il s'agissait de présenter les nouveaux comités UNJM et de donner la parole aux représentants.

Tous n'ont pas eu la parole. Les organisateurs de la réunion, sous prétexte que les interventions seraient enregistrées et retransmises à Radio France Internationale, ont interdit de parler en langues nationales. Mais le véritable objectif des représentants de l'UNJM de France, c'est de profiter de la réunion de Bellièvre pour faire la propagande pour le régime des galonnés maliens. Car l'UNJM n'est que le prolongement de l'UDPM, le parti unique de Moussa Traoré.

Ainsi donc, voilà nos dictateurs du Mali qui se préoccupent maintenant des travailleurs en France. Parce qu'il y va de leurs intérêts. Ils cherchent à embrigader, comme au Mali, les jeunes travailleurs immigrés dans leur parti unique ; ils cherchent par la démagogie à attirer les jeunes pour soutenir le régime de Traoré en décomposition.

Et pour cela, les griots de l'UNJM-France n'ont pas économisé leur salive pour tenir des propos du genre : "Nous sommes tous maliens; il faut construire notre pays; pour cela il faut tous nous donner la main". Les responsables de l'UNJM, comme leurs maîtres de Bamako, trompent les travailleurs. Ils appellent à "développer le pays".

Quand on sait que nos dirigeants sont là pour détourner de l'argent pour leur propre compte; quand on sait qu'ils ne gênent pas pour se servir directement dans les caisses de l'Etat, c'est vraiment se moquer des travailleurs que de tenir par ailleurs de tel langage.

### EXPULSION DES IMMIGRES DE LA LIBYE :

#### LES GALONNES DE TRIPOLI EMBOITENT LE PAS DE LEURS COMPERES DE LAGOS

Le gouvernement libyen a récemment renvoyé des milliers de travailleurs immigrés arabes et africains dans leurs pays d'origine. Ainsi les galonnés de Tripoli emboitent le pas aux képi réactionnaires de Lagos, car le Nigéria a renvoyé deux fois, des milliers de ressortissants des pays frontaliers.

L'expulsion de ces milliers de travailleurs immigrés et de leurs familles a la même cause : Ils sont les victimes de la crise économique, la crise du système capitaliste qui fait qu'il y a toujours des hauts et des bas. Quand il y a des hauts cela profite à tous les capitalistes qui font des fortunes colossales en surexploitant les travailleurs; et quand il y a des bas, ils essaient toujours de faire payer les frais aux pauvres.

C'est bien à cela que nous assistons aujourd'hui. Les pauvres sont agressés partout, aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays capitalistes avancés d'Europe et d'Amérique. Mais la situation est plus dramatique dans les pays les plus pauvres. La Libye et le Nigéria sont pourtant deux pays producteurs de pétrole, ils ne sont pas les plus pauvres d'Afrique mais cela ne les a pas empêchés d'être dans une situation économique catastrophique. C'est plus particulièrement le cas du Nigéria.

Ces pays ont dû abandonner un certain nombre de projets à cause de la baisse du cours du pétrole. La conséquence de tout cela c'est que ce sont les populations qui payent les pots cassés en particulier les couches les plus pauvres.

# AFFAIRE GREENPEACE:

## UN CRIME LEGAL

Le 10 juillet dernier, dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, deux bombes posées par les "services" secrets français (la DGSE) ont coulé le "Rainbow-Warrior", le navire du mouvement écologiste Greenpeace. L'attentat a provoqué la mort d'un photographe.

Cet attentat infâme avait pour but d'empêcher le navire de Greenpeace de débarquer sur les sites de Mururoa (dans le Pacifique) où allaient avoir lieu des expérimentations nucléaires françaises. Et c'est contre ces essais nucléaires que les écologistes voulaient manifester comme ils ont déjà eu à le faire en d'autres occasions dans des pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie.

Il faut rappeler que les "services" secrets français (tout comme les autres agences secrètes de ce genre) n'hésitent pas à assassiner certains opposants gênants. C'est ainsi qu'en 1960, Félix Moumié, un dirigeant nationaliste camerounais a été tué par empoisonnement par les services secrets français. En 1965, un opposant marocain Ben Barka a été enlevé par les mêmes agents secrets. Et il a disparu pour toujours. En 1973, en plein coeur de Paris, un opposant tchadien, Outel Bono, a été assassiné sans qu'on sache exactement par qui. Plus près de nous, en 1982, la DGSE a coulé un navire libyen sous prétexte qu'il faisait du trafic d'armes. Et on pourrait multiplier ainsi les exemples sans parler de nombreux coups d'Etat fomentés en Afrique -plus particulièrement dans les pays dominés par l'impérialisme français- par les mêmes services secrets.

Il s'agit là d'une politique de banditisme à laquelle la bourgeoisie française n'hésite pas à avoir recours. Et "l'affaire Greenpeace" aurait pu passer inaperçue comme toutes les "affaires" sordides passées, si à la suite des maladroites commises deux des agents de la DGSE n'avaient été arrêtés en Nouvelle-Zélande.

Le gouvernement français a tenté d'étouffer cette affaire. Mais en vain. L'affaire s'est ébruitée. La presse en a parlé abondamment. Et l'opposition de droite qui a hâte de revenir au pouvoir s'en est emparée avec avidité -en faisant semblant d'oublier des actes criminels de ce genre commis par elle quand elle était au pouvoir.

Pour essayer de calmer le remous provoqué par l'attentat du Rainbow-Warrior, le gouvernement a révoqué le ministre de la défense Charles Hernu et le directeur de la DGSE, l'amiral Pierre Lacoste.

Mais l'affaire n'est pas encore terminée. Elle finira probablement par une simple réorganisation de la direction de la DGSE et celle-ci continuera tranquillement, tout comme par le passé, ses attentats criminels.

---

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.